

*Air Canada*

Le député est-il en train de dire que le gouvernement aurait dû privatiser la totalité d'Air Canada? S'il est d'accord avec Sir Colin Marshall, il faut croire que oui. Le député est-il au courant du projet de loi permettant la vente partielle de British Telecom et du succès qu'a remporté cette opération? Pourquoi s'oppose-t-il à cette vente partielle? Il compare en fait des pommes et des oranges.

Je pensais que les néo-démocrates avaient renoncé à ce genre de raisonnement, mais je vois qu'il n'en est rien. Après avoir écouté le député, je m'aperçois que les mots bénéfiques et profits restent tabous pour eux. Je vois que le député s'en prend à nouveau à ces terribles compagnies qui réalisent, ô horreur!, des bénéfices. La mentalité du NPD n'a pas changé. Il continue de seriner son idéologie comme l'a fait le député aujourd'hui.

**M. Keeper:** Madame la Présidente, je vais commencer par la deuxième question. L'une des raisons pour lesquelles nous voulons qu'Air Canada reste la propriété de l'État, c'est justement à cause de sa rentabilité. Nous croyons que le profit est une bonne chose . . .

**M. McDermid:** Ce n'est pas ce que vous disiez tout à l'heure.

**M. Keeper:** Je vois qu'on doute de mes propos. J'ai pourtant affirmé très clairement que le Canada a besoin de compagnies aériennes capables de réaliser des bénéfices. Tout ce que j'ai dit, c'est que toutes ne devraient pas être implacablement astreintes à la loi du profit. Il devrait y en avoir une dont le but est d'intégrer le Canada, de tisser des liens entre ses citoyens et de contribuer à l'édification du pays. Bâtir un pays, c'est plus qu'une affaire de gros sous.

Deuxième, on m'a posé une question au sujet des mes remarques sur sir Colin Marshall. Il critique la méthode de privatisation employée par le gouvernement conservateur. Il dit, d'après son expérience de la privatisation en Grande-Bretagne, qu'il ne nous sert à rien de faire les choses à moitié. Cette remarque faite par une personne qui a une certaine expérience dans ce domaine me porte à croire que le gouvernement est incompetent et sabotera tout encore une fois. Les Canadiens l'ont vu saboter tant de choses.

● (1300)

**M. McDermid:** Comme de Havilland, Telecom, Canadair et Les Arsenaux canadiens?

**M. Keeper:** Peut-être aussi que le gouvernement n'est pas sincère avec les Canadiens lorsqu'il leur dit qu'il continuera de jouer un rôle dans cette société pour ce qui est de l'établissement des politiques. Le gouvernement dit qu'il privatisera en partie Air Canada et que la société continuera de desservir les localités éloignées, mais cela est impossible. S'il a l'intention de privatiser Air Canada, alors il privera les localités éloignées de services de transport aérien. Si le gouvernement veut réellement garantir des services à ces localités, il doit laisser Air Canada dans le secteur public.

**M. McDermid:** Madame la Présidente, je ne veux pas insister indûment là-dessus, mais le député devrait être juste à

l'égard de sir Colin Marshall. Il n'a pas dit que le plan du gouvernement ne fonctionnerait pas. Voici ce qu'il a dit:

Il faut choisir, et je suis en faveur de donner aux transporteurs aériens une liberté totale.

Ce qu'il nous dit, c'est que nous devrions procéder à une privatisation complète. Lorsque la déclaration a été faite, il était à Toronto pour essayer de vendre des actions de *British Airways*. L'article dit ceci:

Fort des bénéfices record réalisés par la société qu'il représente, sir Colin Marshall, directeur général de *British Airways*, est arrivé à Toronto dans le cadre d'une campagne organisée par des analystes financiers pour vendre des actions de la société en Amérique du Nord.

L'article de Cecil Foster, publié dans le *Globe and Mail*, disait également ce qui suit:

Sir Colin est le dernier représentant d'un transporteur aérien à mettre en doute la décision du gouvernement canadien de vendre Air Canada graduellement. Ottawa prévoit vendre 45 p. 100 de la société en demandant à Air Canada d'émettre de nouvelles actions.

C'est ce qu'il a dit, et vous l'avez mal interprété. Sa seule critique, c'est que nous procédons graduellement. C'est pourtant ce que les Britanniques ont fait avec la privatisation de British Telecom. Ils ont fait une émission partielle d'actions qui a été un franc succès. La prochaine fois que le député parlera, j'espère qu'il ne dénaturera pas les faits.

**M. Keeper:** Madame la Présidente, il y a plusieurs façons de lire un article. Sir Colin Marshall, entrepreneur britannique qui a l'expérience de la privatisation des compagnies aériennes, a dit:

Il faut choisir . . .

Autrement dit, une compagnie aérienne doit être publique ou privée. Si elle essaie d'être les deux à la fois, ça ne peut pas fonctionner. Le gouvernement a annoncé que la société serait mixte et, selon sir Colin Marshall, on ne peut pas le faire, il faut choisir une orientation ou l'autre. Autrement dit, le plan annoncé par le gouvernement ne donnera rien de bon. Il ne permettra pas d'attirer les capitaux nécessaires et il ne garantira pas le maintien des services aux localités. Les actions que le gouvernement détiendra ne lui permettront pas de garantir que le bien public sera assuré.

Si le ministre veut dire que le gouvernement a l'intention de privatiser complètement Air Canada, il doit admettre qu'il a eu tort de promettre que le service serait maintenu dans les localités éloignées et qu'il serait bilingue.

**M. McDermid:** Nommez-moi une localité éloignée actuellement desservie par Air Canada.

**M. Reimer:** Madame la Présidente, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) prétendait que le gouvernement cédait à son penchant idéologique pour la privatisation en proposant cette mesure.

Il est clair que le parti conservateur et le gouvernement croient fermement que lorsque l'intervention gouvernementale n'est pas nécessaire pour répondre aux besoins du pays ou assurer l'intérêt public, il est de loin préférable de laisser agir le secteur privé. Si le secteur privé n'est pas en mesure de répondre au besoin, alors évidemment il est opportun que le gouvernement le fasse. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, il est évident que le secteur privé peut répondre au besoin, et probablement mieux que le gouvernement.